



## PREFET DE LA HAUTE-LOIRE

### ARRETE N°ARS/DT43/01/2013/161

#### **Déclarant d'Utilité Publique au profit du Syndicat des eaux de VENTEUGES :**

- des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux du captage de SAUGNE implanté sur la commune de la Besseyre Saint Mary
- de l'instauration des périmètres de protection

**Autorisant l'utilisation des eaux captées en vue de la consommation humaine pour la production, la distribution par un réseau public.**

#### **LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE**

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1, L.214-13 et R.214-1 à 5 ;

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126 -3 ;

**VU** le rapport et l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé, établis en janvier 2012 ;

**VU** la délibération du 8 décembre 2012 par laquelle le Syndicat des eaux de VENTEUGES demande l'institution des périmètres de protection autour du captage Saugne en vue de préserver la qualité des eaux ;

**VU** l'avis du Service Environnement et Forêt de la Direction Départementale des Territoires de Haute-Loire du 16 novembre 2012 ;

**VU** les résultats de l'enquête à laquelle il a été procédé du 18 mars 2013 au 2 avril 2013 inclus et les conclusions favorables du Commissaire Enquêteur en date du 22 avril 2013 ;

**VU** l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 18 juillet 2013 ;

#### **CONSIDERANT**

- Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du réseau d'eau de distribution, alimenté par le captage Saugne énoncés à l'appui du dossier, sont justifiés ;
- que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de captage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;
- Que la création de périmètres de protection apparaît comme une nécessité pour préserver la qualité de cette ressource ;

**SUR** proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé :

*adieu*

## **ARRETE**

### **CHAPITRE 1: Déclaration d'Utilité Publique et Prélèvement de l'eau**

#### **ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat des eaux de VENTEUGES :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage Saugne, situé sur la commune de LA BESSEYRE ST MARY;
- La servitude d'accès à l'ouvrage captant ;
- La création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de l'ouvrage captant et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau ;
- La cessibilité et l'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate du captage : le Syndicat des eaux de VENTEUGES est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, ces dits terrains, ou à obtenir une convention de gestion lorsque ces terrains dépendent du domaine public de l'Etat.

#### **ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE**

Le Syndicat des eaux de VENTEUGES est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du captage Saugne dans les conditions fixées par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE**

La ressource a été captée en 2011 pour renforcer le réseau de distribution.

La ressource est constituée d'un drainage SSE-NNW sur une longueur d'environ 50 mètres et sur une profondeur de 4 à 5 mètres. L'ouvrage de collecte est en béton. Il comprend un bac de décantation et une chambre sèche de visite. Un flotteur est installé car cette ressource est utilisée en cas de besoin pour renforcer le réseau.

L'ouvrage captant Saugne est situé sur la parcelle cadastrée 545 section C2 commune de LA BESSEYRE ST MARY.

Les coordonnées topographiques Lambert (zone II étendue) de l'ouvrage de collecte sont :  
X = 686,615 km, Y = 1995,371 km.

Il est enregistré sur la base SISE-EAUX sous le code installation 2271.

#### **ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRELEVEMENT**

Les débits et volumes de prélèvements autorisés sont :

- débit journalier : 2,5 l/s soit un volume de 216 m3/jour

La ressource est utilisée en appoint. L'eau excédentaire transitant par le trop plein sera restituée au milieu naturel.

.../...

## **ARTICLE 5 : INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage Saugne sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge du Syndicat des eaux de VENTEUGES.

## **CHAPITRE 2 : Détermination des Périmètres de Protection**

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des points de prélèvement. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans parcellaires joints en annexe au présent arrêté.

A défaut d'accord amiable, la collectivité est autorisée à acquérir, par voie d'expropriation, dans un délai de 5 ans, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

## **ARTICLE 6 : PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIAT (PPI)**

### **6.1- EMBLACEMENT**

Le périmètre de protection immédiat du captage Saugne est constitué de la parcelle suivante :

545 pour partie - section C2 - commune de LA BESSEYRE ST MARY  
Superficie d'environ 2050 m<sup>2</sup>

Le périmètre de protection immédiat doit être de propriété syndicale et muni d'une clôture avec un portail cadenassé.  
Le périmètre s'étend conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

Le périmètre immédiat s'étendra de part et d'autre de l'axe de drainage SSE-NNW sur une distance minimale de 13 m :

- à l'ouest comme à l'est; la limite sera distante de 13 m par rapport à l'axe de drainage.
- la limite amont au sud sera distante de 16 m par rapport à la tête de drainage.

La limite aval se trouvera classiquement 5 m en contrebas de l'ouvrage.

### **6.2- INTERDICTIONS**

Sont interdits à l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

- Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien ou liées à l'exploitation et au développement de la ressource en eau, à l'amélioration des ouvrages de captage, aux installations de traitement, à la réalisation des aménagements spécifiques prescrits par le présent arrêté préfectoral.
- Tout usage d'herbicides (notamment les désherbants totaux), de fongicides, d'insecticides et autres produits phytosanitaires.
- Tout apport de fertilisant d'origine organique ou minérale.

L'accès n'est autorisé que pour des raisons d'entretien et de gestion de la ressource.



### 6.3- TRAVAUX ET DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les travaux à réaliser sont les suivants :

- Mettre en place un portail d'entrée verrouillable sur les limites des PPI définis.
- Les ouvrages sont neufs et de qualité ; il faudra vérifier le bon fonctionnement des bondes de surverse-vidanges. Dégager la sortie de ces vidanges, et vérifier le bon fonctionnement des clapets anti-intrusions.
- Entretenir régulièrement l'emprise de ces périmètres immédiats par des débroussaillages et fauchages mécaniques, sans usage de phytosanitaire (ni désherbant, ni débroussaillant chimique). Il doit faire l'objet de la mise en place d'un couvert végétal permanent constitué d'une mise en herbe (prairie permanente) régulièrement fauchée et exportée.
- Nettoyer régulièrement tous les ouvrages (captages) : vidange, évacuation des dépôts, désinfection,

Les travaux de captage sont récents (2011) ; il faudra surveiller les tassements différenciés du sol afin que les eaux de ruissellement s'écoulent sans encombre. Toute stagnation peut être préjudiciable à la qualité bactériologique des eaux captées. Les zones en creux seront comblées avec des arènes sablo-marneuse. Cette disposition est à vérifier annuellement.

Dispositions particulières :

La pente générale de l'espace drainé est orientée vers l'Est / Nord-Est.

Après enherbement, il faudra veiller à ce que les eaux de ruissellement se dirigent bien vers l'Est dans une légère dépression topographique qui sera prolongée vers le sud. Cette ligne en creux aura pour exutoire la partie aval du PPI à hauteur de l'abreuvoir.

Une levée de terre d'arène sablo argileuse au sud évitera le ruissellement vers la tête de drainage.

Il convient de couper les arbres à une distance de 3 m au-delà du PPI établi.

### 6.4- SERVITUDE DE PASSAGE

Une servitude de passage dans la parcelle 545 (section C2 commune de LA BESSEYRE ST MARIE) pour l'accès au captage est instaurée au bénéfice du syndicat des eaux de VENTEUGES.

## **ARTICLE 7 : PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE (PPR)**

### 7.1- EMBLACEMENT

Le périmètre s'étend conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

Il représente une superficie d'environ 13 ha. Il s'étend sur les parcelles suivantes :

281 pour partie, 283 pour partie, 545 pour partie, section C2 commune de LA BESSEYRE ST MARY

Il comprend une portion du chemin repris pour accéder à l'ouvrage Saugne et une portion du chemin rural existant.

### 7.2- PRESCRIPTIONS ET INTERDICTIONS

Dans cette zone, sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, **sont interdits** :

- Les constructions de toute nature (habitations, refuges, bâtiments et chalets forestiers, abris pour la faune, etc).
- Les rejets, épandages ou infiltrations des eaux usées ; la pose de canalisation d'eaux usées.

- Les dépôts, stockages, transports par canalisation, rejets et/ou épandages de tous produits ou matières polluants : hydrocarbures, produits chimiques, fumiers, lisiers, purins, boues de station d'épuration, engrais, composts élaborés à partir de déchets organiques ou de boues de station d'épuration, produits phytosanitaires divers, produits de salage de déneigement, etc.
- Le stockage, l'emploi et l'épandage de tous produits phytosanitaires (dés herbant, débroussaillant, traitement du bois, pesticide, fongicide, dévitalisation des souches, etc.), que ce soit en usage forestier ou pour l'entretien des routes et pistes forestières.
- De manière générale tout rejet ou dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus ou de produits et matières polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux superficielles.
- Les excavations du sol et du sous-sol: les terrassements, les travaux souterrains ou miniers, les prélèvements de matériaux, les carrières, l'ouverture de tranchée ou de fossé, le déroctage avant plantation forestière, la création de mare et d'étang, etc.
- La création de nouvelle route, parking.
- L'ouverture de nouvelles pistes forestières ou de loisir est interdite à moins de 80 mètres en amont des PPI ; toute modification des pistes actuelles fera l'objet de l'avis de l'Autorité Sanitaire.
- L'installation d'enclos à gibier,
- L'enfouissement des cadavres d'animaux, et/ou leur destruction sur place.
- Les sites d'engrainage ou de fourrage pour la faune sauvage et plus généralement toute action permettant sa concentration en un point.
- Les produits chimiques pour l'éloignement ou l'éradication d'animaux nuisibles.
- L'organisation de manifestations publiques.
- La création de parcours ou d'aires aménagées de loisirs : « acrobanches », camping, bivouac, point pique-nique, etc.
- La circulation des véhicules à moteur sur les pistes forestières, à l'exception des personnes dûment autorisées (service des eaux, propriétaires, exploitants forestiers, etc). Des panneaux signalant cette interdiction seront apposés aux entrées des pistes.
- De manière générale tout aménagement et toute activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux superficielles et souterraines.

De plus, l'exploitation forestière et la sylviculture s'effectueront selon les dispositions suivantes :

- Positionnement sur plan (n° de parcelles, accès) à l'échelle cadastrale (1/2500ème) ; ce document sera accompagné d'une note précisant les voies d'accès, les zones de travaux et les aires de stockage des engins.
- Les voies nouvelles de circulations seront prioritairement parallèles aux courbes de niveau, en tout cas jamais perpendiculaires (dans le sens de la plus grande pente).
- Les Nom, qualité et responsabilité des intervenants devront être clairement définis,
- Avant le début des travaux, un état des lieux contradictoire sera réalisé en présence des différentes parties (maître d'ouvrage, exploitant forestier...) ; il portera sur le marquage des canalisations et de tout autre ouvrage enterré, l'état des clôtures et des chemins existants. Les voies forestières prévues pour l'activité seront marquées ou balisées et les conducteurs tenus de s'y conformer.
- Les peuplements forestiers seront traités en futaie irrégulière ou jardinée, afin de favoriser un couvert forestier permanent.
- Les coupes à blancs, le dessouchage et le déracinement seront interdits.
- L'exploitation forestière sera menée par temps sec ou sur sol gelé, en veillant à ne pas perturber les terrains. Les ornières laissées par les engins forestiers seront comblées et nivelées.
- Les éventuelles zones humides seront évitées et contournées par les engins. En cas de nécessité, des buses seront installées à cet effet.
- L'écorçage sur site et le stockage prolongé des bois en attente de séchage seront interdits. La durée de stockage des bois en bord de piste sera réduite au maximum,
- Les stockages d'hydrocarbures seront interdits (excepté les quantités nécessaires au fonctionnement journalier des tronçonneuses). Par conséquent le remplissage des réservoirs des engins forestiers se fera en dehors des périmètres de protection rapprochée. De même les engins seront stationnés la nuit et le week-end en dehors des PPR. L'emploi d'huiles biodégradables sera privilégié.

.../...



- L'entretien et la maintenance des engins forestiers seront interdits dans les PPR. Prévoir des membranes étanches à étaler sous les engins en cas de pannes et de réparations afin de récupérer toute fuite accidentelle, les souillures collectées seront évacuées. En cas de déversement accidentel d'hydrocarbure (rupture de flexible, etc...), épandre immédiatement des produits absorbants, purger et évacuer rapidement les terrains souillés et en informer le Syndicat des eaux de VENTEUGES.
- La mise en andains des rebus (houppiers et branches) sera interdite.
- L'écobuage et l'usage de tous produits phytosanitaires sont interdits.
- A l'issue des travaux forestiers, le sol des pistes sera remis en état, les ornières comblées. Les accès liés aux travaux seront condamnés pour éviter leur empreinte par des tiers indésirables.
- Une visite de réception en présence des différentes parties, clôturera le chantier. Le cas échéant des travaux complémentaires pourront être demandés.
- Enfin, informer les propriétaires, gérants et exploitants forestiers de l'existence de captages d'eau potable, et les sensibiliser à la vulnérabilité des sites. En retour, il appartiendra à ces derniers de déclarer au Syndicat des Eaux de VENTEUGES toutes exploitations et travaux forestiers dans les PPR définis.

### **CHAPITRE 3 : Dispositions diverses**

#### **ARTICLE 8 : MOYENS DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE**

- Le contrôle de la qualité de l'eau prélevée et de l'état des ouvrages de prélèvement et de traitement, sont assurés conformément au Code de la Santé Publique. Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et des décrets d'application relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ; le contrôle de leur qualité ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement seront assurés conformément au Code de la Santé Publique.
- L'accès des ouvrages aux personnes en charge du contrôle sanitaire, de la police des eaux et de la pêche sera garanti, notamment en cas de besoin par l'accompagnement de l'exploitant ou de son représentant.
- Les résultats qualitatifs et quantitatifs de mesure et d'évaluation des volumes prélevés seront accessibles en toutes circonstances aux Services en charge de la gestion de la ressource en eau.
- La collectivité veille au bon état et au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution, et s'assure, par ses propres analyses, du maintien en permanence de la qualité de l'eau.
- Toutes les interventions (entretien courant, réparations, autocontrôle...) devront être consignées dans un fichier sanitaire tenu à disposition des services de contrôle.

#### **ARTICLE 9 : MODIFICATION DANS LA FILIERE DE CAPTAGE ET DE PRODUCTION D'EAU**

Tout projet de création d'un nouveau captage, de modification de la ressource utilisée, de produit de traitement, de système d'alerte et de surveillance, d'étape ou d'extension de la filière de traitement par l'exploitant, devra être porté à la connaissance du Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **ARTICLE 10 TRAITEMENT DE L'EAU**

La teneur en arsenic proche ou supérieure à la limite de qualité requise en distribution est traitée par dilution avec l'eau du captage Champ de Messe. De plus le captage Saugne situé le plus en amont, sera utilisé en dernier recours puisque son déversement dans le bac de décantation de l'ouvrage Champ de Messe est régulé par robinet flotteur. La teneur de l'arsenic en distribution sera inférieure à la limite de qualité

**ARTICLE 10 : MODIFICATION D'ACTIVITE, INSTALLATION, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT OU DEPOT REGLEMENTE  
SITUES DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

Tout propriétaire d'une activité, installation, infrastructure de transport ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne, en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, les dispositions prévues pour remédier aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la fourniture de tous renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

**ARTICLE 11 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE**

Le bénéficiaire du présent acte de Déclaration d'Utilité Publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat des eaux de VENTEUGES devra être déclaré ou autorisé par le Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

**ARTICLE 12 : DELAI ET DUREE DE VALIDITE**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que les captages participent à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

**ARTICLE 13 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie de LA BESSEYRE ST MARY pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature de Monsieur le Préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de LA BESSEYRE ST MARY.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

...



#### **ARTICLE 14 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant Déclaration d'Utilité Publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

#### **ARTICLE 15 : DROIT DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND, ou d'un recours administratif auprès du Ministre de la Santé.

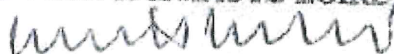
#### **ARTICLE 16 : MESURES EXECUTOIRES**

Le Préfet de la Haute-Loire,  
Le Président du Syndicat des eaux de VENTEUGES  
Le Maire de la commune de LA BESSEYRE SAINT MARY,  
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public par le Syndicat des eaux de VENTEUGES.

Fait au PUY-EN-VELAY, le 24 JUIL. 2013

Le Préfet de la HAUTE-LOIRE



Denis LABBÉ

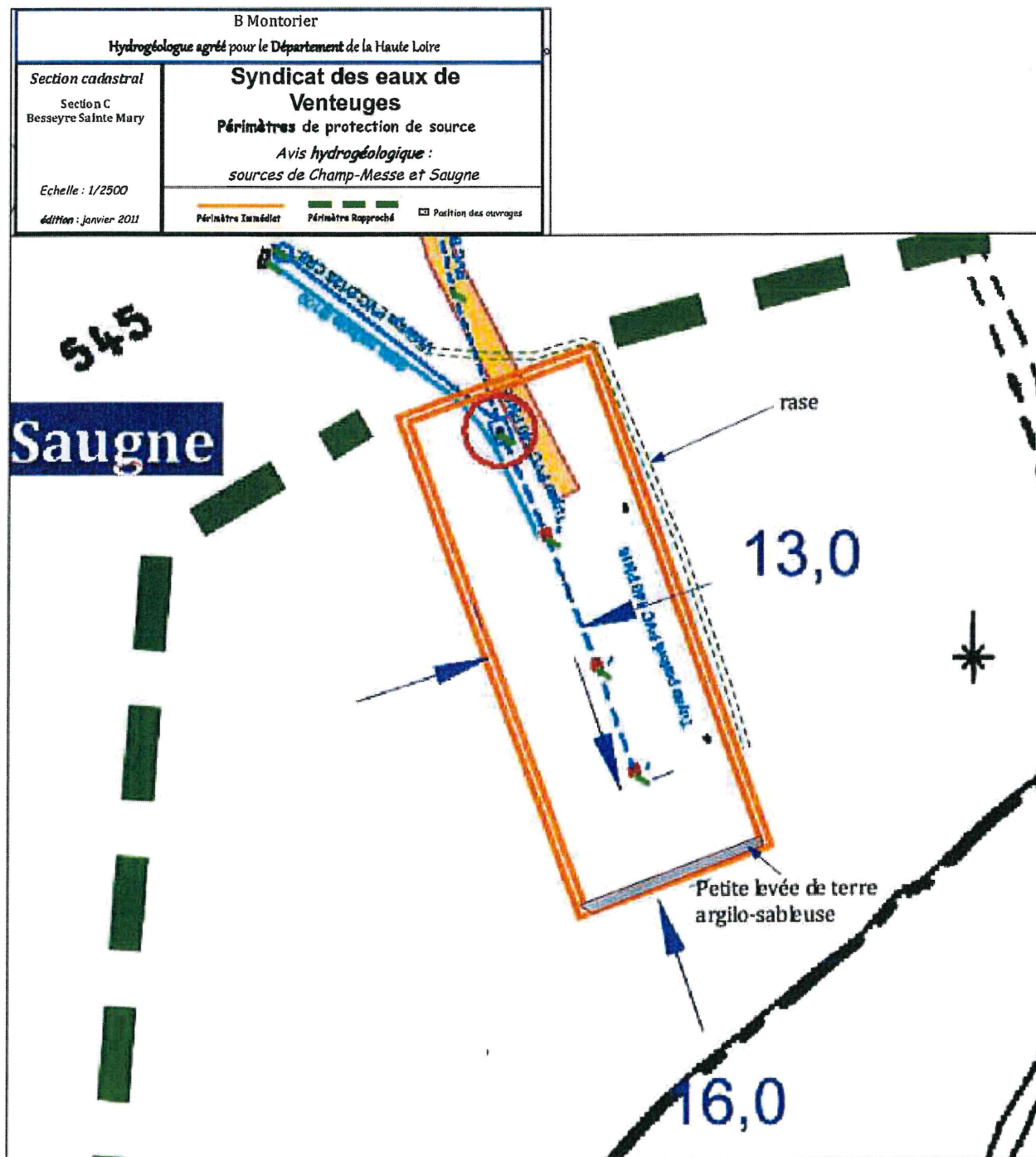
Annexes :

- Plan cadastral périmètre de protection immédiate
- Plan cadastral périmètres de protection rapprochée



**ANNEXE : PLAN CADASTRAL**  
**SECTION C2- COMMUNE DE LA BESSEYRE ST MARY**

**PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE**



# PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

B Montorier Hydrogéologue agréé pour le Département de la Haute Loire	
Section cadastrale Section C Besseyre Sainte Mary	<b>Syndicat des eaux de Venteuges</b> Périmètres de protection de source <i>Avis hydrogéologique :</i> sources de Champ-Messe et Sauge
Echelle : 1/2500 édition : janvier 2011	 Périmètre Immédiat  Périmètre Rapproché  Position des ouvrages

